

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 janvier 2022

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE - (N° 4909)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 253

présenté par

M. Bernalicis, Mme Autain, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive,
M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguié, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE PREMIER

I. – Supprimer la première phrase de l'alinéa 20.

II. – En conséquence, au début de la seconde phrase du même alinéa, substituer aux mots :

« Il prévoit également »

les mots :

« Le décret prévoit ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement nous nous opposons à ces alinéas qui imposent le passe vaccinal et demandons leur suppression. Nous nous étions déjà fortement opposé au passe sanitaire en raison des problèmes qu'il posait en matière de libertés publiques et de son inefficacité sur le plan sanitaire.

En effet, si le vaccin permet notamment de réduire le risque de cas graves le passe vaccinal aggravera la situation en renforçant le sentiment de sécurité des personnes vaccinées qui peuvent transmettre le virus et en restreignant encore plus les droits des personnes non-vaccinées. Nous défendons à l'instar de l'OMS la politique suivante : il faut convaincre et non contraindre. Les arguments du Gouvernement défendant son efficacité sur un plan sanitaire sont donc fallacieux. Réduire ainsi les libertés publiques des personnes vaccinées et des personnes non-vaccinées est inacceptable.